

André Dumoulin, Delphine Deschaux-Beaume
et Sylvain Paile (dir.)

Politiques de communication, médias et défense

*L'OTAN et la PSDC :
visibilité en Belgique et chez ses voisins*

NON-PROLIFÉRATION
ET SÉCURITÉ



André Dumoulin, Delphine Deschaux-Beaume
et Sylvain Paile (dir.)

Politiques de communication, médias et défense

*L'OTAN et la PSDC :
visibilité en Belgique et chez ses voisins*

NON-PROLIFÉRATION
ET SÉCURITÉ



Introduction

André DUMOULIN et Philippe MANIGART

Cet ouvrage contient une grande partie des résultats d'une étude empirique organisée à partir du Département des sciences du comportement de l'École royale militaire de Belgique. L'étude, intitulée « Médias, décideurs et opinion publique entre PESD et OTAN : la question de la vision et du soutien à ces institutions en Belgique et dans les pays frontaliers » a pour principal objet d'analyser, de manière comparative et multidisciplinaire, l'interface entre les médias d'une part et les organisations nationales, européennes et atlantiques d'autre part dans le domaine de la politique européenne de sécurité et de défense commune (PESD-PSDC) et de l'Alliance atlantique (OTAN). Il s'agit d'une continuation de l'étude HF-12 (2007-2009) sur « L'opinion publique et la PESD : contribution au développement d'une identité collective européenne »¹, dans la mesure où elle cherche à approfondir de nouvelles pistes intégrant à la fois les espaces médiatiques, politiques et militaires.

Pour rappel, celle-ci avait pour objectif, premièrement, de mesurer le degré d'information et d'intérêt du public en général (*mass public*) et de publics spécialisés en particulier (futurs officiers) concernant la PESD et, deuxièmement, d'analyser quelles étaient les préférences de ces publics en matière de PESD et dans quelle mesure ils partageaient l'objectif d'une plus grande intégration dans ce domaine. Sur la base de ce diagnostic, l'étude a tenté de déterminer les axes autour desquels les efforts d'information devraient être portés afin de favoriser le développement d'une identité collective européenne de sécurité et de défense. Cette étude a notamment montré combien était particulière et problématique la visibilité de la PESD dans les médias écrits belges : faiblesse quantitative, « survisibilité » uniquement durant les opérations EUFOR, quasi-absence de couverture des informations techniques et des agences de la PESD (Institut d'études de sécurité de l'Union européenne/IESUE ; Collège européen de sécurité et de défense/CESD ; Agence européenne de défense/AED, etc.).

¹ Cette étude fut publiée sous la forme d'un ouvrage : Dumoulin, A., Manigart, P., *Opinions publiques et Politique européenne de sécurité et de défense commune : acteurs, positions, évolutions*, Bruxelles, Bruylant, 2009, 529 p.

Partant du constat d'un manque certain de visibilité de la PESD², le présent ouvrage se propose d'en analyser certaines des raisons, en se penchant sur la manière dont fonctionne l'interface entre les médias et les institutions (nationales et internationales) chargées de communiquer autour de ces politiques. Il s'agit d'un champ stratégique dans la mesure où, dans nos systèmes démocratiques, les décisions politiques doivent tenir compte à la fois de l'opinion publique, du rôle et du poids des médias pris au sens large (presse écrite, audiovisuelle, Internet) et des stratégies de communication des grandes institutions impliquées dans la sécurité-défense (UE/PESD et OTAN).

Le premier objectif sera d'analyser où se situent les asymétries et les convergences dans cet interface entre médias et organisations nationales, européennes et atlantiques. Concrètement, à partir des conclusions de l'étude sur « L'opinion publique et la PESD : contribution au développement d'une identité collective européenne » dans son volet médiatique, il s'agira d'élargir le champ des organisations (en incluant l'OTAN) et celui des médias belges étudiés (en allongeant la série chronologique et en incluant la télévision). Le sondage sur l'image et l'attractivité de la Défense belge, réalisé par IPSOS-Belgium auprès de la population belge de 16 ans et plus en janvier 2009 dans le cadre de l'étude HF-15 de l'ERM sur l'image, l'attractivité et l'identité de la Défense belge, indique en effet à suffisance le poids des médias télévisuels sur l'opinion³. Les journalistes spécialisés belges et les rédacteurs en chef des organes médiatiques belges sont également interrogés sur la visibilité et leur traitement de la PESD/PSDC et de l'OTAN. Il est fait de même de manière succincte de journalistes de pays étrangers sur « la place de Bruxelles ». L'étude détermine également les politiques et stratégies communicationnelles des acteurs institutionnels, tant nationaux (Affaires étrangères, Défense) qu'internationaux (UE, OTAN) : qui sont leurs responsables de la communication ; quels sont leurs objectifs, leurs

² Ce manque de visibilité a également été souligné par le sondage sur l'image de la Défense réalisé dans le cadre de l'étude HF-15 « *Image, attractivité et identité de la Défense belge : évolution des perceptions des citoyens, des postulants potentiels et du personnel de la Défense* ». (Bonneu, M., « Het imago van de Belgische Defensie in 2009 », Bruxelles, ERM, département des Sciences du comportement, rapport technique n° 4 (étude ERM HF-15).

³ Ainsi, la télévision est, des trois médias proposés (TV, radio, presse), celui auquel les Belges ont le plus recours lorsqu'il s'agit de prendre connaissance des nouvelles : plus de 9 belges sur 10 regardent les nouvelles à la télévision une fois par semaine ou plus. Voir « Résultats du sondage de la population belge concernant l'image et l'attractivité de la Défense belge », IPSOS, 2009. Rapport technique établi à l'intention de l'ERM (dossier 8ER047). Ce poids des médias est également régulièrement mis en évidence en ce qui concerne la politique européenne dans les sondages Eurobaromètres, réalisés tous les six mois par la Commission européenne (DG Communication).

moyens, leurs techniques, le contenu de leurs messages ; comment les représentants parlementaires intègrent-ils, dans leurs débats et questions, les dimensions PESD et OTAN⁴ et comment opèrent les interactions avec les médias. Nous abordons également la visibilité de la PESD/PSDC et OTAN dans les médias et au sein des parlements nationaux des pays voisins de la Belgique à savoir les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

Enfin, sur la base de ces analyses, sont proposés en conclusion des axes autour desquels les efforts de communication devraient être portés afin d'améliorer, dans les médias et auprès des différents publics, la visibilité des actions gouvernementales et militaires dans le cadre des organisations de sécurité globale et de défense collective (UE, OTAN).

La politique européenne de sécurité et de défense a, jusqu'à présent, été difficile à réaliser, non seulement parce que les intérêts géostratégiques des vingt-sept États membres sont parfois assez éloignés, mais aussi parce que leurs opinions publiques restent divisées sur la question du soutien à pareille entreprise et sur la définition d'une identité collective européenne de sécurité et de défense⁵. De même, dans le champ de l'OTAN, la question de la légitimité des opérations et de l'avenir de l'organisation sur fond de nouveau Concept stratégique amène à intégrer de nouvelles relations de complémentarité avec l'UE et sa PESD.

Dans ces processus de clarification/crédibilisation, l'étude sur l'opinion publique et la PESD avait démontré que le public est devenu un acteur incontournable. Comme mentionné, sans son soutien, il est en effet vraisemblable que des progrès substantiels seront difficiles à réaliser⁶. Mais cela suppose que l'opinion publique soit convenablement

⁴ Nous n'avons pas tenu compte de l'UEO vu le processus de déstructuration de ladite organisation, avant sa disparition fin juin 2011.

⁵ Manigart, P., « L'opinion publique et l'Europe de la défense », in *Proceedings of the International Symposium on Public Opinion and European Defence: Convergence or Divergence* organisé à Bruxelles par le ministre belge de la Défense les 3 et 4 avril 2001, ministère de la Défense, Bruxelles, 2001, p. 18-38 ; Manigart, P., « Public Opinion and ESDP: Will Enhanced Transparency Increase Public Support? », *European Security Review*, n° 7, p. 6-8 ; Reynié, D., « L'idée d'une opinion européenne », *Raisons politiques*, n° 19, Paris, 2005, p. 99-117. Voir également les différents eurobaromètres.

⁶ Koopman, R. et Pfetsch, B. affirment ainsi que « Against the background of the alleged democratic deficit of the European Union, scholars have begun to recognise that successful European integration requires more than the implementation of efficient institutions and the harmonisation of national and European policy making. It also involves processes of communication and the emergence of a public sphere that allows citizens to get involved in public discourse about European politics » (Koopman, R., Pfetsch, B., « Towards a Europeanized public sphere? Comparing political actors and the media in Germany », Fossum, J.É., Schlesinger, P., Kvaerk,

informée des enjeux et décisions dans ce domaine et que les gouvernements et les relais d'opinions soient en phase avec la visibilité desdites politiques. L'étude des politiques des médias et des politiques d'information des gouvernements et des organisations de sécurité devrait nous permettre de déterminer les lignes de forces, les faiblesses et les progrès à accomplir en matière de communication officielle.

Du point de vue conceptuel, cette étude se base sur le modèle très général d'Easton⁷ : « *inputs-outputs* ». Dans ce modèle général des systèmes politiques, les décisions (les *outputs*) sont influencées par un flux de demandes et de soutiens (les *inputs*). La conversion des *inputs* en *outputs* se fait par l'intermédiaire des acteurs et des institutions politiques (le *throughput*). Les décisions agissent ensuite sur l'environnement et réagissent sur les demandes qui ont provoqué ces décisions (ce qu'on appelle le *feedback loop* ou effet de rétroaction ou de boucle). Easton distingue deux types d'*inputs* : les demandes (*demands*) et les soutiens (*supports*). Les demandes sont toutes les revendications des citoyens, relayées ou non par différents groupes de pression ou d'intérêt, à l'adresse des dirigeants. Les soutiens englobent, eux, toutes les attitudes et tous les comportements favorables au système. Selon Easton, sans ces soutiens, le système politique perdrait sa légitimité et s'effondrerait à la moindre surenchère de demandes.

Dans les systèmes démocratiques, deux des *inputs* qui jouent un rôle central – aussi bien au niveau des demandes (préférences pour telles ou telles politiques) que du soutien (légitimité des décisions) – sont l'opinion publique et les médias. Pour citer encore Koopmans et Pfetsch, « the mass media are the institutionalized forum of debate, which serves as a central linkage between the public and the institutional structure ». Les médias, toutefois, ne sont pas de simples canaux de communication ; ils sont également des acteurs politiques, avec leur propre agenda⁸ et, comme tels, remplissent en particulier des fonctions de *framing*⁹ et d'*agenda setting*¹⁰ dans la sphère publique européenne.

G.O. (eds.), *Public Sphere and Civil Society? Transformation of the European Union*, Oslo, University of Oslo, ARENA Report n° 2/2007, p. 57-87).

⁷ Easton, D., *A Systems Analysis of Political Life*, Londres, John Wiley and Sons, 1965.

⁸ Page, B., « The Mass Media as Political Actors », *Political Science and Politics*, n° 29, 1996, p. 20-25.

⁹ Dans leur fonction de cadrage, les médias peuvent présenter les problèmes dans un cadre cognitif particulier qui va alors être perçu par l'opinion comme la manière appropriée de réfléchir à ce problème. Cf. à ce sujet, notamment, Johnson-Cartee, K., *News narrative and news framing: Constructing Political Reality*, Rowman & Littlefield, Lanham, 2005 ; Pan, Z., Kosicki, G.M., « Framing as a Strategic Action in Public deliberation », in Reese, S.D., Gandy, O.H., Grant, A.E et Jr. (eds.), *Framing Public Life: Perspectives on Media and our Understanding of the Social*

Quant à l'opinion publique, selon Dalton¹¹, elle définit les limites acceptables des politiques, limites à l'intérieur desquelles les acteurs politiques doivent résoudre les différents dossiers. Dans certains domaines, l'opinion peut se montrer permissive et dans d'autres plus directive¹². Si, dans le passé, la marge de manœuvre des dirigeants politiques était probablement plus importante dans le domaine de la défense que dans d'autres domaines, ces dernières années, les médias et l'opinion publique sont devenus, dans ce domaine également, des acteurs dont il faut tenir compte, en particulier lors de situations de crise¹³. À cet égard, l'étude sur l'opinion publique et la défense européenne avait déjà montré combien les sujets de sécurité et de défense portent médiatiquement sur les missions et les opérations, mais aussi que la presse peut orienter les interprétations du lecteur, de l'auditeur et du téléspectateur. Comme l'a montré Fligstein¹⁴, plusieurs difficultés apparaissent autour des liens complexes entre identité nationale, médias et perceptions européennes (dont le différentiel d'attitudes entre les élites et les autres). Ajoutons les apports d'Arquilla et Ronfeldt¹⁵ et de l'enquête réalisée par le Cevipof dans le cadre du projet Mediapolis¹⁶

World, Mahwah, Lawrence Erlbaum Associates, p. 35-66 ; Scheufele, D.A., « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, n° 49, 1999, p. 103-122. L'expérience classique qui a mis en évidence cette fonction de cadrage a été réalisée par Tversky, A. et Kahneman, D., « The Framing of Decisions and the Psychology of Choice », *Science*, n° 211, 1981, p. 453-458.

¹⁰ Dans leur fonction d'*agenda setters*, les médias sélectionnent des thèmes parmi l'ensemble des sujets d'un domaine politique et les présentent au public (voir Pross et McCombs, 1991 et Dearing et Rogers, 1996). En ce sens, ils influencent donc le processus de décision politique.

¹¹ Dalton, R.J., *Citizen Politics in Western Democracies: Public Opinion and Political Parties in the United States, Great Britain, West Germany and France*, Chatham House Publishers, 1988, p. 2.

¹² Key, V.O., *Public Opinion and American Democracy*, New York, Alfred A. Knopf, 1961, p. 32-35 ; Glynn, C.J., Herbst, S., O'Keefe, B., et Shapiro, R.Y., *Public Opinion*, Westview Press, Boulder, 1999.

¹³ Everts, P., Isernia, P. (eds.), *Public Opinion and the International Use of Force*, Londres, Routledge, 2001 ; Burk, J., « Public Support for Peacekeeping in Lebanon and Somalia: Assessing the Casualties Hypothesis », *Political Science Quarterly*, n° 114, 1999, p. 53-78 ; Shaw, M., *Post-Military Society: Militarism, Demilitarization and War at the End of the Twentieth Century*, Philadelphia, Temple University, 1991 ; Shaw, M., *Civil Society and Media in Global Crises: Representing Distant Violence*, Londres, Pinter, 1996 ; Shaw, M., *Post-Military Society: Militarism, Demilitarization and War at the End of the Twentieth Century*, Philadelphia, Temple University, 1991.

¹⁴ Fligstein, M., « Who Are the Europeans and How Does this Matter for Politics ? », in Checkel, J.T., Katzenstein, P.J. (eds.), *European Identities*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

¹⁵ Arquilla, J., Ronfeldt, D., *Networks and Netwars. The Future of terror, Crime and Militancy*, Santa Monica, Rand Corp, 2001.

(enquête fin 2009 et résultats présentés en 2010) sur le rôle d'Internet, mais aussi les nouvelles interrogations sur le poids de la Toile lors des opérations¹⁷. Cette identité est d'importance dès qu'il s'agit de faire assimiler les objectifs de la stratégie européenne de sécurité¹⁸ et la politique européenne de sécurité et de défense¹⁹ ou les opérations OTAN. Quant à la rhétorique de l'adhésion, elle dépend de variables-clés comme la réaction et la position des médias, le moment du processus décisionnel, l'agenda électoral et le consensus entre les partis²⁰.

L'acte de communiquer est donc essentiel entre individus et groupes, avec ses implications avec le pouvoir : « celui qui énonce un savoir domine celui qui le reçoit » mais devant cette dépendance, il peut y avoir rejet sporadique²¹ ou utilisation de l'Internet comme contre-pouvoir comme on a pu le constater avec *WikiLeaks* ou l'importance des réseaux sociaux dans les révoltes arabes²². Et derrière tout ceci, on peut conceptualiser avec le modèle d'Harold Dwight Lasswell (1948), certes linéaire, mais encore utile pour aborder la communication avec ses cinq questions de base : qui communique ? Quel type de message ? De quelle manière (forme) ? Quel est le destinataire ? Quel effet a le message sur le récepteur ? Il s'agit ici des analyses de régulation, de contenu, de médias, du public et des effets avec une insistance portée vers les processus de persuasion et d'influence autour de la propagande.

¹⁶ À savoir « Information politique et citoyenneté à l'ère numérique ».

¹⁷ Terzis, G., « Nieuwe media : wapens voor massacommunicatie ? », in *Guide du bon usage des médias sociaux*, communication à la conférence de l'IRSD organisée à Bruxelles le 23 février 2009, Paris, ministère français de la Défense, avril 2012.

¹⁸ Biscop, S., « An Audit of the European Strategy », *Egmont Paper*, n° 3, Bruxelles, Royal Institute for International Relations, n° 3, 2005 ; Biscop, S., « The ABC of European Union Strategy: Ambition, Benchmark, Culture », *Egmont Paper*, n° 16, Bruxelles, Royal Institute for International Relations, 2007 ; Biscop, S., Howorth, J., Giegerich, B., « Europe : A time of Strategy », *Egmont Paper*, n° 27, Bruxelles, Royal Institute for International Relations, 2009.

¹⁹ Dumoulin, A., Manigart, P., Struys, W., *La Belgique et la politique européenne de sécurité et de défense. Une approche politique, sociologique et économique*, Bruxelles, Bruylant, 2003 ; Dumoulin, A., Mathieu, R., Sarlet, G., *La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) : de l'opérateur à l'identitaire*, Bruxelles, Bruylant, 2003 ; Howorth, J., *Security and Defence Policy in the European Union*, Londres, Palgrave, 2007 ; Dumoulin, A., « La PESD après l'échec du traité Constitutionnel européen : avenir possibles. De la flexibilité opératoire autour d'un socle commun fragilisé », *Annuaire français de relations internationales 2006*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 706-721.

²⁰ La Balme, N., « Opinion publique transatlantique et politique étrangère : le cas de l'intervention en Irak », *Raisons politiques*, n° 19, Paris, 2005, p. 95.

²¹ Orfali, B., « Le regard psychosocial », Entretien avec Serge Moscovici, *Hermès*, n° 41, Paris, janvier 2005, p. 16.

²² Faris, D.M., « La révolte en réseau : le "printemps arabe" et les médias sociaux », *Politique étrangère*, Paris, IFRI, 1^{er} trimestre 2012, p. 99 et suivantes.

Mais entre Claude Shannon et Paul Watzlawick, plusieurs approches et écoles apparurent pour se confronter ou s'affiner. Warren Weaver, cosignataire avec le premier de « *Théories mathématiques de la communication* » (1949), introduit la notion de récepteur sémantique avec ses phénomènes de perturbation (dont les préjugés) mais précise également les trois niveaux des problèmes de communication : technique, sémantique et d'efficacité. Nous sommes ici dans les jeux d'influence et les possibilités d'infléchir attitudes et comportements par le biais de la communication²³. Paul Lazarsfeld, dans les années 1940, travailla entre autres sur le degré d'intérêt des auditeurs radio concernant la mesure du degré de discernement de ces derniers mais aussi sur le degré de vulnérabilité autour de la propagande électorale via les médias, moins efficace que les contacts personnels. Et de mettre en avant les leaders d'opinion qui agiraient comme intermédiaires (transmetteurs) entre les médias et les publics les plus passifs. Malgré plusieurs critiques méthodologiques, ces enseignements restent porteurs d'intérêt dans les politiques de communication publique. Stoetzel²⁴ considère que l'information des médias doit intégrer plusieurs besoins perçus via l'étude du récepteur : l'information doit être récréative, spectaculaire et divertissante, soulager et être associée à son appartenance sociale et géographique. Wilbur Schramm²⁵ mettra en avant le fait que le public n'est pas passif et qu'il va décoder les messages médiatiques, les interpréter puis les « encoder » en intégrant certaines opinions de ses groupes sociaux de référence (boucle de rétroaction par « inférence »). Une autre « école » autour de Blumler, Katz, Gurevitch, Rosengren et McQuail mirent en avant les aspects « attente » ou « besoin » des personnes motivant leur relation aux médias. En ce qui concerne le présent ouvrage, parmi les motivations, nous retiendrons la réduction du sentiment d'insécurité, connaître le monde, la majorité des autres « valeurs » étant davantage dans le registre psychologique. Registre rejoignant en partie les nouvelles tendances pragmatiques sur l'interprétation de la communication.

Le présent ouvrage qui reprend une partie de l'étude sur « La politique de communication médias et défense en Belgique et dans les pays frontaliers » (ERM) a pour modeste ambition d'analyser les stratégies médiatiques dans le champ de la PESD/PSDC en y ajoutant l'OTAN, dans la mesure où celles-ci exercent une influence non négligeable sur les opinions publiques européennes en matière de

²³ Heinderyckx, F., *Une introduction aux fondements théoriques de l'étude des médias*, Liège, Éditions du Céfal, 2002, p. 15.

²⁴ Stoetzel, J. « Fonctions de la presse : à côté de l'information », *Études de presse*, vol. 3, n° 1, 1951.

²⁵ Schramm, W., *The Beginnings of Communication Study in America*, Thousand Oaks, Sage, 1997.

sécurité et de défense (UE-OTAN)²⁶ et de voir dans quelle mesure la boucle de rétroaction dans ce domaine pourrait être améliorée. Il s'agit aussi d'un projet en soutien à la décision dans le domaine de la politique belge de sécurité (PESD/PSDC et OTAN). Il s'inscrit dans le souhait de la Belgique, tel qu'exprimé, entre autres, dans la note d'orientation politique générale du ministre de la Défense de contribuer au processus d'intégration européenne et au renforcement de l'Alliance atlantique (et de son pilier européen)²⁷. Le projet d'étude était une opportunité à la fois conjoncturelle (expérience de la présidence belge de l'UE au deuxième semestre 2010) et structurelle (connaissance des médias et des interactions politiques/opinions publiques). Dans la mise à jour de la stratégie européenne de sécurité (UE) adoptée par tous les États membres de l'Union en décembre 2008, nous pouvons lire « [qu']il est essentiel de conserver le soutien du public en faveur de notre engagement au niveau mondial. Dans les démocraties modernes, où les médias et l'opinion publique jouent un rôle essentiel dans la définition des politiques, l'appui des citoyens est fondamental pour que nous puissions maintenir nos engagements à l'étranger »²⁸.

Aussi, la posture de la Belgique se situant à la fois dans une dynamique européenne et une fidélité atlantiste²⁹, le projet d'étude ne se limite pas au champ de la PESD-PSDC, mais analysera simultanément

²⁶ Comme le soulignent, entre autres, Schlesinger (Schlesinger, P., « From Cultural Defence to Political Culture: Media, Politics and Collective Identity in the European Union », *Media, Culture & Society*, n° 19, 1997, p. 369-391), mais aussi R. Koopmans et J. Erbe (« Towards a European Public Sphere? Vertical and Horizontal Dimensions of Europeanized Political Communication », *European Journal of Social Science Research*, n° 17, 2003, p. 97-118), plus encore que dans le domaine national, les flux de communication entre l'Europe et le public dépendent, de manière cruciale, des médias.

²⁷ « La Belgique plaidera pour une collaboration optimale entre l'Union européenne (UE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les Nations Unies (ONU) ». [...] « Le Gouvernement contribuera au développement de la capacité de défense européenne, mobilisable tant dans le cadre de l'Union européenne que dans celui de l'OTAN, [...]. « Partisan convaincu d'une intégration poussée de la Défense européenne, le Gouvernement entend s'engager pleinement dans la réalisation d'un niveau d'ambition militaire européen, associé à la politique européenne commune de sécurité et de défense, auquel le traité de Lisbonne a donné un nouvel élan. La Défense collaborera activement à la construction d'une Europe de Défense forte et entend renforcer simultanément la collaboration au sein de l'OTAN ». (Pieter De Crem, ministre belge de la Défense, 2008).

²⁸ Conseil de l'Union européenne, *Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité-Assurer la sécurité dans un monde en mutation*, Bruxelles, 11 décembre 2008 (S407/08).

²⁹ Dumoulin, A., « La politique de sécurité et de défense de la Belgique : le balancement UE-OTAN », *Revue militaire suisse*, Lausanne, été 2012.

la même problématique de l'interface médias-stratégies communicationnelles au niveau de l'OTAN.

Une partie du présent ouvrage a un aspect cumulatif certain, étant conçue comme une continuation et un approfondissement de travaux antérieurs sur le soutien à la PESD/PSDC. Citons :

En 1991 et 1993, l'organisation à Bruxelles (OTAN) de deux colloques internationaux, financés par l'OTAN et le FNRS, sur *The Future of Security in Europe: A Comparative Analysis of European Public Opinion et Future Roles, Missions and Structures of Armed Forces in the New World Order: The Public View*³⁰.

En 1999-2000, dans le cadre du programme européen COST A10, la réalisation d'une enquête multinationale sur les opinions des civils et des militaires de quatre pays sur le processus de restructuration des forces armées et la PESD³¹.

En automne 2000, la réalisation d'une enquête Eurobaromètre dans les quinze pays de l'Union européenne sur le thème de la politique de sécurité et de défense commune dans le cadre de la présidence belge du Conseil européen et dont la coordination avait été confiée au Département des sciences du comportement de l'ERM³². Les résultats de cette enquête ont été présentés lors du colloque international *Opinion publique et Europe de la défense : convergence ou divergence* organisé à Bruxelles à l'initiative du ministre de la Défense, André Flahaut, les 3 et 4 avril 2001.

La participation à des études d'André Dumoulin aux aspects politiques de la PESD³³ notamment dans le cadre de la préparation de la

³⁰ Manigart, P., *The Future of Security in Europe: A Comparative Analysis of European Public Opinion. Proceedings*, École royale militaire, Bruxelles, 1992, 471 p. ; Manigart, P., *Future Roles, Missions and Structures of Armed Forces in the New World Order. The Public View*, New York, Nova Science Publishers, 1996, 239 p. ; Manigart, P., Marlier, E., « European Public Opinion on the Future of its Security », *Armed Forces and Society*, n° 19, Spring 1993, p. 335-352.

³¹ Manigart, P., Jelusic, L., *European Defence Restructuring: Military and Public View*. Luxembourg, Office for Official Publication of the European Communities, 2001.

³² Manigart, P., « L'opinion publique et l'Europe de la défense », in *Proceedings of the International Symposium on Public Opinion and European Defence: Convergence or Divergence*, organisé à Bruxelles par le ministre belge de la Défense les 3 et 4 avril, 2001, p. 18-38 ; Manigart, P., « Public Opinion and ESDP: Will Enhanced Transparency Increase Public Support ? », *European Security Review*, n° 7, 2001, p. 6-8 ; Kernic, F., Callaghan, J. et Manigart, P., *Public Opinion on European Security and Defense: A Survey of European Trends and Public Attitudes Toward CFSP and ESDP*, Frankfurt, Peter Lang, 2002.

³³ Dumoulin, A., « Contribution to Report of an Independent Task Force », in *European defence. A proposal for a White Paper*, Paris, IESUE, mai 2004.

présidence belge de l'UE en 2001³⁴, mais aussi dans ses travaux et articles relatifs à l'Union de l'Europe occidentale³⁵, à l'Union européenne³⁶ et à l'OTAN³⁷.

Et finalement l'étude HF-12 sur « L'opinion publique et la PESD : contribution au développement d'une identité collective européenne » (2007-2009).

³⁴ Dumoulin, A., *Prestations de recherches dans le domaine de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et autour de la présidence belge de l'Union*, ULg-ERM, 1^{er} mai-31 décembre 2001.

³⁵ Dumoulin, A., *Union de l'Europe occidentale : la déstructuration (1998-2006)*, Bruxelles-Paris, Bruylant-LGDJ, 2005 ; Dumoulin, A., « La disparition d'une organisation internationale : l'Union de l'Europe occidentale », *Annuaire français de relations internationales 2011*, Paris, Centre Thucydite, Université de Paris 2, Bruylant-La Documentation française, 2011.

³⁶ Dumoulin, A., *L'identité européenne de sécurité et de défense. Des coopérations militaires croisées au Livre blanc européen*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1999 ; Dumoulin, A., Pascallon, P. (dir.), *Quelle politique de sécurité et de défense pour l'Europe ?*, Paris, actes du colloque sur le thème tenu à Bruxelles, dans les bâtiments de l'ERM le 20 octobre 2008, et paru aux éditions L'Harmattan, 2009.

³⁷ Dumoulin, A., (dir.), *France-OTAN : vers un rapprochement doctrinal ?*, Bruxelles, Bruylant, 2006 ; Dumoulin, A., « La France et l'OTAN : vers la normalisation ? », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2005, Bruxelles, 2008 ; Dumoulin, A., « 60^e anniversaire de l'OTAN : les questionnements », *Universalis 2009*, Encyclopaedia Universalis, Paris, 2009 ; Dumoulin, A., « OTAN, le 3^e Concept stratégique », *DSI*, Areion, Paris, février 2011 ; Dumoulin, A., « Sommet de Chicago. Premier bilan », *DSI*, Areion, Paris, juillet-août 2012.